

Crise : L'Europe dans l'œil du cyclone

Deux jours avant la réunion du G20, l'OCDE (mardi 31 mars) a publié son rapport intermédiaire sur les perspectives économiques, fortement revues à la baisse.

Ainsi, la récession considérée comme la plus profonde de ces 50 dernières années la plus synchronisée (100 % des pays de l'OCDE accusent au moins deux trimestres consécutifs de baisse du PIB), se traduirait, en 2009, par un recul de l'activité OCDE et BRIC (1) de 2,7 % et une chute du commerce international de 13 %.

Dans les seuls pays membres de l'OCDE, le PIB reculerait de 4,3 %, - USA : -4 %, - zone euro : -4,1 %, - le Japon : -6,6 % et les économies émergentes n'échapperaient pas à un brutal ralentissement.

On prend la mesure du formidable potentiel d'augmentation de chômage mondial.

De ce point de vue ce qui se passe au-dessus aux États-Unis est parlant :

663 000 pertes d'emploi hors secteur agricole en mars dernier, soit un chiffre supérieur à 650 000 pour le quatrième mois consécutif.

Ces chiffres portent la baisse des effectifs constatés depuis le début 2008 à 5,13 millions (plus de la moitié au cours des quatre derniers mois).

- le chômage est passé de 8,1 à 8,5 %, soit le niveau le plus élevé depuis 1983.

- Du côté de la zone euro, le chômage a atteint en février 8,5 % de la population active, un niveau comparable à celui de mars 2006.

Avec une augmentation de 319 000 personnes privées d'emploi, le nombre de chômeurs a atteint près de 13,5 millions fin février.

- En Chine, pour ne parler que de ce pays émergent, on dénombre 24 millions de chômeurs supplémentaires officiels en janvier dernier, un million de plus que le début 2008.

Officiellement, on parie sur une reprise dans le courant du deuxième semestre 2010.

Le scénario généralement retenu part du principe que la situation bancaire arriverait à être assainie aux États-Unis et qu'une fois touché le point bas la reprise pourrait se déployer parce que :

- les stocks sont très bas, - les injections de liquidités et les plans de relance mis en place dans le monde sont d'une telle ampleur que ça repartirait courant 2010 selon une courbe en V.

En fait, nombre d'observateurs dit désormais que les difficultés pourraient perdurer jusqu'en 2011.

Compte tenu de la coexistence, dans cette période, d'un indice de redémarrage, particulièrement en Chine, mais aussi la persistance d'immenses obstacles notamment sur le plan bancaire, l'avenir probable semble tenir autour de trois hypothèses :

- la pérennisation de la récession,
- une reprise en 2010 et 2011 suivie d'une nouvelle rechute,
- une reprise avec une croissance très faible, courte et rechutant dans une dépression.

Deux choses attirent particulièrement l'attention :

- le crédit n'arrive pas à repartir malgré les énormes plans de sauvetage et l'engagement de politiques non conventionnelles, aux USA particulièrement. À ce propos, le FMI évaluerait désormais le montant des actifs pourris dans le monde à 4000 milliards de dollars dont 3 100 aux États-Unis.

- la BCE demeure extrêmement prudente, comme en atteste l'ampleur très modérée de sa dernière baisse des taux (avec son taux dit « refi » ramené à 1,25 %), tandis que l'hypothèse d'un recours à une politique non conventionnelle est reportée à juin.

Selon un article des « Échos » du 7 avril : les taux du marché interbancaire commencent à se détendre en zone euro, à mesure que la BCE baisse son loyer de l'argent. Mais, pour autant, l'activité de crédit des banques n'arrive pas à repartir.

L'écart entre le taux moyen pondéré des crédits privés et le taux de refinancement reste anormalement élevé.

Comme le relèvent *Les Échos* « la courroie de transmission » reste bloquée du fait d'un coût de financement élevé des banques sur le marché, de marges toujours insuffisantes pour améliorer leur bilan et d'une hausse de la prime de risque sur le crédit aux entreprises.

Bref, il y a là, semble-t-il, une illustration forte du manque d'efficacité des dispositifs à l'œuvre, ce qui révèle leurs aspects contradictoires et les blocages systémiques qu'ils s'engendrent.

Quoi qu'il en soit, on peut être inquiet de la situation de l'Union européenne et de la zone euro en particulier dans cette conjoncture.

Les dernières prévisions de la Commission européenne sont particulièrement préoccupantes : dans l'Union à 27 le PIB reculerait de 4 % en 2009, puis se contracterait à nouveau de 0,1 % en 2010. Cette année on pourrait y compter 26,3 millions de chômeurs officiels contre 11,9 millions en 2002. D'ici 2010, ce serait 8,5 millions d'emplois qui pourraient être détruits, soit bien plus que les 6 millions créés durant les deux dernières années de croissance.

Enfin, on voit dans quel état se trouve désormais les pays de l'élargissement, tandis que continuent, semble-t-il, de se creuser les spreads (2) entre l'Allemagne et les pays du sud de l'euro sur les obligations d'État.

On peut mesurer, dans ces conditions, le caractère aigu du débat de politique économique qui se noue au sein de la zone euro, et singulièrement en France, alors que grandissent les luttes et le besoin de radicalité dans les luttes, à ne pas confondre bien sûr avec la violence.

Là aussi l'originalité d'apport du PCF en France et de la France en Europe pourrait être décisive, encore faut-il qu'elle puisse s'exprimer et non être refoulée. ■

(1) Brésil, Russie, Inde, Chine.

(2) Écart en anglais. Les différences entre les pays de taux d'intérêt exigés par les marchés financiers sur les emprunts publics lancés par les États.